

La politique des militants révolutionnaires n'est pas de s'opposer frontalement de façon totalement incompréhensible pour les masses à ce régime (« à bas l'Union de la Gauche, vive la dictature du prolétariat »). Elle est à la fois de marquer clairement ses désaccords politiques avec les réformistes et de définir une ligne d'intervention qui permette leur débordement : en proposant contre la résistance bourgeoise des perspectives pratiques immédiates, face à l'incurie et à la passivité des partis au gouvernement :

- l'organisation de la lutte contre les bandes fascistes
- contre le sabotage économique de la bourgeoisie
 - . contrôle des prix et du ravitaillement
 - . contrôle des investissements
 - . contrôle des stocks
- contre le sabotage patronal de lois sociales
- et pour l'extention des conquêtes ouvrières :
 - . contrôle ouvrier sur les heures supplémentaires
 - . contrôle ouvrier sur les licenciements et les mutations
 - expropriation de trusts épargnés par la clémence des dirigeants réformistes.

● Après la prise du pouvoir et l'instauration d'un Etat ouvrier, le contrôle ouvrier — dans un contexte totalement différent — conserve sa validité : pour consolider le pouvoir prolétarien et mater les tentatives contre-révolutionnaires.

Mais le passage à la gestion ouvrière ne peut être réalisé partout immédiatement. De plus la propriété sociale des moyens de production n'est pas étendue d'emblée à toute l'industrie. Il subsiste donc un secteur privé minoritaire. Enfin la résistance des anciennes classes exploiteuses se manifeste de mille façons, avec l'appui des impérialismes étrangers.

Le contrôle ouvrier, dans un tel contexte, n'est pas une simple mesure étatique (décret, loi), c'est l'appel à la mobilisation des masses pour défendre les conquêtes ouvrières et la dictature du prolétariat.

La logique de ce mot d'ordre est de déboucher le plus vite possible sur la gestion de toutes les usines par les travailleurs dans le cadre d'un plan collectivement discuté.